



NPA

NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE



1 MILLION D'€

POUR

LE NPA

npa2009.org/souscription

PRENDRE CONTACT

NPA
40 rue des Murs St Yon
76100 ROUEN

correspondance@npa76.org

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

.....

Tel :

.....

Courriel :

.....@.....

« Le pacte de responsabilité » :

30 Milliards d'€ de cadeaux aux patrons, La liquidation de la sécu et pas un seul emploi de plus !

Le patronat voit ses revendications exaucées lorsque François Hollande détaille son fameux « pacte de responsabilité ».

Attaque contre la sécurité sociale :

Hollande veut supprimer d'ici 2017 les cotisations payées par les entreprises pour la CAF (branche de la sécurité sociale qui paie les allocations familiales). Seuls les établissements publics, comme l'hôpital, continueront à payer ces cotisations (5 milliards d'€), alors que les cliniques privées seront exonérées pour grossir leurs profits ! C'est un vol patronal de 30 milliards d'euros pris sur nos salaires. Ce ne sera pas le dernier : le patronat veut s'exonérer de toute la protection sociale, dont l'assurance maladie.

L'austérité à tout va !

Ce cadeau sera compensé par des économies sur les dépenses de l'État, des collectivités locales et de la Sécurité sociale. Une baisse sur trois ans de 50 milliards d'euros est prévue, venant s'ajouter aux 15 milliards décidés pour 2014. C'est nous qui paieront la note, par la poursuite de la destruction des services publics et une baisse massive des prestations sociales. L'hôpital public et son personnel seront particulièrement touchés. Ayrault, a expliqué que « l'on pouvait y faire beaucoup d'économies » !

Une politique qui a fait ses preuves...

OÙ EST
LA POLITIQUE
DE GAUCHE
DE HOLLANDE ?



En échange, Hollande a demandé au patronat des « contreparties claires, précises, mesurables et vérifiables », sans les contraindre : rien n'obligera le patronat à cesser les licenciements et à embaucher !

30 ans de cette politique inefficace a un résultat : 5 millions de chômeurs. Il faut au contraire mettre fin aux exonérations de cotisations

sociales, réduire le temps de travail, interdire les licenciements.

Pour une opposition unitaire, claire et cohérente

Le « dialogue social » aimé par les directions syndicales est un piège. Le MEDEF décide de tout et le gouvernement s'apprête à légiférer par ordonnances. La mobilisation est urgente, aucune « contrepartie » n'est négociable face à la liquidation de la Sécu. Une opposition unitaire à la gauche de ce gouvernement est urgente ! Claire et cohérente : elle ne peut, par exemple, pas s'allier avec le PS pour gérer les municipalités avec lui. Il faut choisir la rupture pour imposer des mesures d'urgence.

Cette opposition de gauche doit se faire d'abord dans la rue pour faire reculer ce gouvernement et abattre l'austérité gouvernementale made in MEDEF.



Hollande offre au Medef
20 milliards d'€ en 2013
30 milliards d'€ en 2014



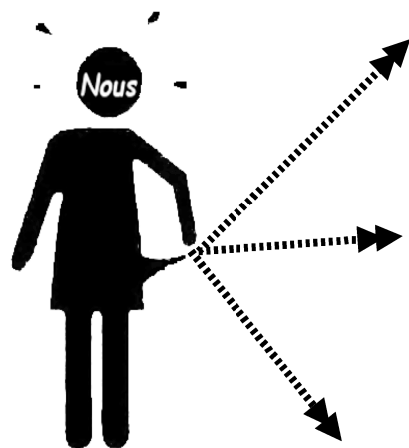
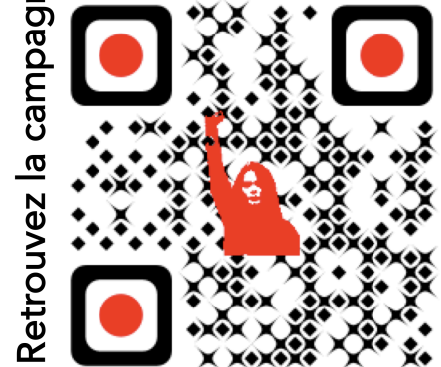
S'attaquer à la finance : promesse de François Hollande.

Aujourd'hui, il couvre de cadeaux les grands patrons.

- L'an passé : 20 milliards d'€ aux patrons par des réductions d'impôts sans contrepartie.
- Cette année : 30 milliards d'euros au grand patronat, par la suppression des cotisations familiales des entreprises, attaquant au passage la branche famille de la Sécurité Sociale.

C'est la continuité de la politique de Sarkozy.

Retrouvez la campagne sur www.ragv.fr



C'est nous qui payons !

Hausse de la TVA...

- Chacune, chacun perd 1% de pouvoir d'achat. Augmenter l'impôt des plus pauvres, pour baisser l'impôt sur les sociétés, voilà la politique soutenue par le candidat du Parti Socialiste à la Mairie...

Double hausse des transports...

- Celle votée à la CREA par le candidat du Parti Socialiste... Celle de la TVA sur les transports, décidée par François Hollande ! Alors qu'il faudrait la gratuité, car c'est bon pour le porte-monnaie et la planète...

4,5 milliards en moins pour les collectivités

- Ce sont des emplois en moins pour les jeunes... moins de places en crèches, moins de logements sociaux.

IPNS, ne pas jeter sur la voie publique.

■ **80 milliards d'€** ■

Ce sont les bénéfices des grosses entreprises (le CAC40) en 2013, dont

■ **40 milliards d'€** ■

distribués à leurs actionnaires !

Les candidats **Rouen à gauche vraiment** veulent que les richesses servent à l'investissement :

OUI à la recherche, **OUI** aux services publics,

OUI à l'embauche et aux salaires.

Le *changement* on l'obtiendra dans la rue !

Priorité au social, à l'écologie, à la démocratie !

Ces milliards doivent servir aux rouennaises et aux rouennais, à l'emploi, aux écoles, aux hôpitaux, aux associations, pas aux actionnaires !